

Accueil &gt; Économie &gt; Social

Réservé  
aux abonnés

## Précarité. Les associations pour les plus fragiles sont à bout de souffle

Une centaine d'associations médico-sociales, réunies ce vendredi 29 septembre à Angers, ont déploré un « appauvrissement généralisé ». Alors, face à une situation de « vraie urgence » et un manque de ressources, elles appellent à manifester le 12 octobre à Nantes.



La rentrée médico-sociale à Angers sent le soufre : les ressources sont rabaotées, les besoins explosent. | OUEST-FRANCE

Ouest-France [Éric DE GRANDMAISON.](#)

Publié le 30/09/2023 à 09h25

Très médiatisé, l'appel au secours des Restos du cœur n'a été que l'arbre qui cache la forêt. Aujourd'hui, c'est tout le secteur médico-social qui vient de lancer un « appel d'Angers » à manifester le 12 octobre 2023 au Miroir d'eau, à Nantes. L'annonce a été faite ce vendredi 29 septembre au tiers lieu « Le 222 », à Angers, où une centaine d'associations sociales et médico-sociales des Pays de la Loire sont venues témoigner d'un « **élargissement de la**

**pauvreté** avec l'apparition de nouveaux publics, notamment des jeunes, des seniors et des travailleurs pauvres ».

## Prix de l'énergie

Enfance, handicap, troisième âge, migrants : ce sont les populations les plus fragiles qui prennent de plein fouet le manque de moyens des associations. « **Beaucoup ne peuvent plus répondre à la demande et cela touche tous les secteurs** », souligne Caroline Urbain, la présidente de l'Uriopss (Union régionale interfédérale des organismes privés sanitaires et sociaux). Ainsi, Marc Verove, délégué régional APF France Handicap – Association des paralyés de France, évoque « **un déficit budgétaire lié notamment au prix de l'énergie, et une baisse de l'attractivité des métiers** ». Face au vieillissement de la population, Jean-François Quemerais, directeur général du pôle ligérien Les Moncellières, souligne qu'en « **matière de grand âge, on ne répond qu'à 10 % des demandes** ». Et interroge : « **À quand une loi grand âge avec les moyens qui l'accompagneront ?** »

## 10 % de budget en moins

Pour illustrer ces propos, l'association L'Étape témoigne : « **Pour aider les réfugiés ukrainiens, nous recevions auparavant une subvention pour chaque personne de 2 300 € par an, soit 6 € par jour. Aujourd'hui, c'est 1 700 € pour les plus autonomes. On nous coupe 10 % du budget, ce sont deux travailleurs sociaux que l'on va devoir licencier alors que notre association accompagne dans la région 1 000 personnes, dont 500 dans une grande pauvreté.** » Entre inquiétude et colère, elle réclame le droit à « **pouvoir produire un travail de qualité** ».



Carole Urbain, présidente de l'Uriopss, constate un « appauvrissement généralisé » des associations médico-sociales. | OUEST-FRANCE

Maité Fernandez, directrice régionale de la Fédération des acteurs de la solidarité (70 associations dans les Pays de la Loire), lance ce chiffre inquiétant : « **Nous avons eu entre 2021 et 2022 une progression de 60 % d'appels sur le 115 pour des hébergements d'urgence, et beaucoup ne trouvent pas de réponse.** » Elle constate que « **de plus en plus de femmes sont à la rue** ; il y a de plus en plus de travailleurs pauvres. De plus, les deux tiers des associations d'insertion par l'économie sont en situation de fragilité. »



De nombreux acteurs sociaux expliquent qu'il faut « arrêter la défiance avec le secteur associatif ». | OUEST-FRANCE

## « On frôle l'indécence »

« On s'assoit sur les droits des enfants, tempête de son côté l'énergique Katy Lemoigne. Dans notre département, il y a des listes **d'attente de trois ans en pédopsychiatrie.** » La directrice générale de l'association Chanteclair parle d'une « **crise inédite de la protection de l'enfance.** En Mayenne, on frôle l'indécence : **110 enfants pour lesquels une décision judiciaire de placement a été ordonnée sont toujours à leur domicile faute de place.** » Ce chiffre s'élève entre 300 et 500 enfants en Loire-Atlantique, selon Amandine Rouffiat. Il est question de « **délitement social** » et d'une « **explosion de la situation** ».

Tous ici ont imploré les pouvoirs publics « **d'arrêter la défiance avec le secteur associatif. Nous sommes des experts dans ce domaine, pas des geignards. Et ceux pour qui nous nous engageons sont des gens, par du virtuel. Qu'on nous donne les moyens de faire le job ! Il est grand temps que le quinquennat social commence.** »

Social

Angers

Nantes

Le Mans

Laval

La Roche-sur-Yon

Pays de la Loire